

MALVERSATION À L'EPSP DE SIDI-BEL-ABBÈS Une employée arrêtée

Suite à des investigations, la police de Sidi -Bel-Abbès a mis la main sur une employée du service de comptabilité de l'EPSP (établissement de proximité de santé publique). Elle est accusée d'avoir procédé à un transfert de 148 000 DA appartenant à deux médecins sur son propre compte.

L'affaire a éclaté lorsque le trésorier du CHU a constaté que le CD renfermant le virement de la prime et des frais de mission de deux médecins de l'EPSP présentait des falsifications en plus d'une anomalie ayant trait au salaire intrigant de la mise en cause et que la direction des chèques postaux de Sénia (Oran) a rejeté.

Le trésorier avise alors le représentant juridique qui après vérification alerte les services de police. Présentée devant le procureur de la République, l'indélicat employée a bénéficié de la liberté provisoire.

A. M.

MOSTAGANEM Deux nouvelles unités de cytologie patho- logique ouvertes

A l'heure de la mise en place d'un programme national de lutte contre le cancer, le secteur de la santé de Mostaganem a bénéficié de deux nouvelles unités cytologie pathologique implantées à Ouled Maâlah et Mostaganem. Ce sera vraiment une bouffée d'oxygène pour les cancéreux qui seront traités sur place. Selon le directeur de la santé et de la population de wilaya, M. Belkheir Ali, d'autres centres similaires seront prévus au titre de cet exercice 2012 et qui rendront les consultations plus ou moins accessibles quand on sait que le secteur de la santé enregistre de nombreux cas de cancer à l'échelle nationale. D'autre part, nous avons appris la désignation de quatre cadres de la santé promus pour assumer le poste de chef de projet au CHU de Mostaganem (240 lits) et des hôpitaux de Mesra, Bouguirat et Achaacha (60 lits). Dans la foulée de ces projets, les efforts se poursuivent en vue d'offrir des services qui répondent de manière exceptionnelle aux besoins des patients. En matière d'imagerie médicale, un scanner de haute technologie renforcera le secteur hospitalier de Mostaganem après la réception du même type d'appareillage dans les hôpitaux de Sidi-Ali et Aïn-Tedelès.

En outre, le secteur de la santé de wilaya a exprimé ses besoins en médicaments et vaccins, le problème de la pénurie a été réglé et tous les produits seront disponibles à compter du 1^{er} mars prochain, a affirmé le DSP. Par ailleurs, tous les centres de soins dentaires et UDS (unité de soins et dépistage) seront dotés d'autoclaves (stérilisateurs) très utilisés dans les hôpitaux et centres de soins.

A. B.

TIZI-OUZOU : REBONDISSEMENT DANS LE CONFLIT À LA LAITERIE DE DRAA-BEN-KHEDDA

Des travailleurs interpellent le wali pour la reprise du travail

Nouveaux rebondissements dans la grève qui perdure depuis quatre mois à la laiterie de Draâ-Ben-Khedda.

Un groupe de près d'une quarantaine de travailleurs auxquels s'est joint un représentant des distributeurs de lait vient de se démarquer publiquement du conflit qui leur est imposé par la force, selon les propos de ces travailleurs qui se disent «enrôlés dans une grève de quatre mois par un groupe d'aventuriers qui ne jugent plus utile de nous réunir en assemblée générale afin d'apprécier par nous-mêmes les acquis auxquels les différentes négociations ont abouti». Une position qu'ils ont exprimée dans leur déclaration remise à la presse lors du rassemblement qu'ils ont tenu, dans la matinée d'hier, au siège de l'Union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou. Les mêmes travailleurs n'ont pas manqué de dénoncer les pressions et les brimades qu'ils disent subir de la part des grévistes «qui les empêchent de rejoindre leur lieu de travail, par la violence».

Se disant réduits à l'état de quasi-précarité, en raison de la non-perception de leurs salaires depuis quatre mois, les protestataires, qui crient au «complot», affirment ne reconnaître que l'UGTA «à laquelle nous réitérons notre confiance totale pour négocier le principe d'une reprise de travail effective».

Dans le même ordre d'idées, ils interpellent les autorités publiques «afin d'intervenir pour la réouverture de l'unité et de leur assurer la sécurité.» Ils affirment que la majorité des travailleurs et même ceux qui n'ont

pas pu participer au rassemblement partagent leur position ; ils sont d'accord comme nous pour la reprise du travail. Ils apportent, ainsi, un démenti au collectif des travailleurs qui conduisent la grève.

«Qu'ils ouvrent les portes de l'usine et qu'ils permettent la tenue d'une assemblée générale afin qu'on passe au vote pour savoir qui d'entre nous est majoritaire. Il y a eu trois tentatives de reprise de l'activité qui ont été empêchées par la force. Des employés connus pour être favorables à la cessation de la grève ont été menacés même par téléphone», s'insurgent presque en chœur, les participants au rassemblement, en réponse à la question d'un journaliste sur la présence au rassemblement de seulement quelques dizaines de travailleurs sur les 300 que compte l'entreprise. Signalons qu'une délégation des travailleurs hostiles à la grève a été reçue par le wali en pré-



Photo : DR.

sence du P/APW ainsi que de M. Limani, responsable des conflits à l'Union de wilaya UGTA, et de M. Kébir, de l'Union locale de Draâ-Ben-Khedda du même syndicat.

«Les travailleurs nous ont demandé d'intercéder auprès du patron et des autorités pour faciliter les procédures de reprise du travail.

S. A. M.

DRAÂ-EL-MIZAN

Enfin un évitement pour la ville

Enfin un bureau d'études a été retenu et une déviation inscrite pour la ville de Draâ-El-Mizan pour ne laisser transiter que les véhicules légers.Cela fait maintenant plus de cinq années qu'on parle de cet évitement sans qu'aucune action concrète voit le jour. L'augmentation considérable du nombre de véhicules de tourisme et de gros tonnage transitant par le cœur de la ville de Draâ-El-Mizan crée des tensions et des désagréments indescriptibles. La déviation des poids lourds se fera au col de Tizi Larbâ jusqu'à la sortie de Draâ-El-Mizan en allant vers Boghni. Ces gros tonnages ne transiteront plus par la ville qui respirera un bon bol d'oxygène. «Cet évitement coûtera, précisera H. Didouche, maire de Draâ-El-Mizan, la somme de 19 milliards de centimes. Une enveloppe a été octroyée hors budget car c'est une véritable urgence que nous avons exposée au directeur de la direction des travaux publics qui, à son tour, a saisi le ministre.»

Slimane S.

SKIKDA

Hausse de la criminalité et des accidents

La gendarmerie de Skikda a traité 3 541 affaires (98 délits, 2 156 crimes et 1 287 infractions) durant l'année 2011, ce qui représente une hausse de l'ordre de 11,1% par rapport à 2010 où on a enregistré 3 187 affaires. Le nombre des personnes impliquées est de 2 637, dont 87 femmes.

A l'issue de leur présentation devant le magistrat instructeur, 305 personnes ont été placées sous mandat de dépôt alors que 2 332 ont été relâchées. A signaler que le nombre des affaires traitées sur la base de plaintes citoyennes ont atteint 2 258 affaires, représentant 67,73% du taux global. On attribue la hausse dans le nombre des affaires traitées dans les différents volets à l'esprit d'initiative dans l'entame des enquêtes par les éléments de la gendarmerie.

En tête de liste, les crimes contre les biens avec 1 674 affaires, soit 47,27% du taux global. Les vols de bétail ont connu une hausse par rapport à 2010, 30 contre 21, et 18 personnes furent interpellées, dont 6

écrouées. On note la récupération d'un nombre important d'ovins et de bovins. Le vol de câbles téléphoniques et électriques s'est vu accorder un intérêt croissant, d'où la récupération de 180 kg de câbles. On a recensé 58 affaires liées à la détention, consommation et commercialisation de drogue, à l'issue desquelles 95 personnes ont été arrêtées, dont 82 mises en détention préventive. Les gendarmes ont également procédé à la saisie de 4 647,62 g de drogue douce et de 144 comprimés de psychotropes. Pour rappel, en 2010, il y a eu 57 affaires traitées dans le même cadre.

A souligner que 15 opérations coup-de-poing ont été initiées durant

2011, ayant permis l'interpellation de 13 644 personnes, dont 76 seront écrouées pour divers chefs d'inculpation : ayant fait l'objet de mandat de justice, détention et commercialisation de drogue, vol de moteurs d'embarcation de pêche et de plaisance... Les opérations ont permis la saisie de 3 000 morceaux de bois taillées des forêts, 250 téléphones mobiles, 278,5 g de cannabis, 14 psychotropes, 2 304 bouteilles de boissons alcoolisées, 887 kg de tabac à chiquer, et de souliers et habits d'une valeur de 200 millions de centimes. En matière de sécurité routière, le bilan fait ressortir 463 accidents, en hausse de 4,25% par rapport à 2010, où on a enregistré 428 accidents. La répartition par catégorie d'accidents nous donne ceci : 56 mortels, 386 corporels et 21 matériels, faisant 82 morts et 897 blessés.

La hausse a été surtout due à l'accident d'Azzaba qui a fait, à lui seul, 14 morts et 15 blessés. 25 435

retraits de permis de conduire ont été enregistrés, alors que les amendes forfaitaires ont atteint le nombre de 25 697 correspondant à une valeur de 2 717 milliards de cts. Les infractions routières sont estimées à 757 et les délits routiers à 8 873. Les infractions détectées par le radar sont de 1 764. Durant la même période, la gendarmerie a dressé 16 340 barages et effectué 12 696 patrouilles. La gendarme table également sur les campagnes de sensibilisation en direction des usagers et à travers les ondes de la radio de Skikda.

Une commission de wilaya a été installée le 5 novembre sous le commandement du chef de l'ESR (escadron de sécurité routière) et composée des directions des travaux publics, des transports, de l'administration locale, de la réglementation et des affaires générales, du cabinet du wali et de radio Skikda.

Zaïd Zoheir

CONSTANTINE

Les corps communs de la santé protestent

Les corps communs de la santé publique de Constantine, affiliés à l'UGTA, sont en effervescence.

Hier encore, ils étaient des centaines à manifester leurs ras-le-bol devant la direction du centre hospitalo-universitaire Benbadis. Pratiquement, tous les services de nettoyage, de restauration, de transport et autres tâches administratives assurées pour la plupart par des contractuels ont été paralysés.

Par cette énième action de protestation, les contestataires tentent d'interpeller les responsables quant à leurs revendications socio-professionnelles, maintes fois réitérées mais malheureusement,

regrette-t-on, «n'ont pas été prises en charge». Et ces derniers de dénoncer au passage le mutisme

de l'administration, laquelle ne semble pas leur donner trop de considération. Aussi, les protestataires qui se sont félicités de la réussite de leurs derniers mouve-

ments dont le taux d'adhésion des travailleurs a atteint les 90% menacent de durcir leur action et de paralyser toutes les structures de l'hôpital.

Farid Benzaid

Les adjoints de l'éducation montent au créneau

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation nationale ne décolère pas. Elle compte maintenir la pression et n'écarter pas de durcir son mouvement de protestation. Réunie, samedi dernier, au siège de la SNTE, à Alger, pour évaluer les diverses actions menées par la corporation quant à la concrétisation de leurs revendications, la CNAE a pris acte de la réaction du ministère de l'Education nationale et se prépare pour de nouvelles actions. Aussi, il a été convenu à l'issue de cette réunion, qui a regroupé les représentants de 32 wilayas, indique

M. Fertaki, de «l'organisation d'un sit-in national dont la date sera arrêtée ultérieurement devant le ministère de l'Education nationale. Des rassemblements similaires seront organisés le jour-même devant les directions de l'éducation des wilayas du sud du pays». Dénonçant le mutisme du MEN, lequel «a failli à tous ses engagements», la Coordination des adjoints de l'éducation s'est dite décidée à arracher ses droits légitimes en dépit de la «répression dont avaient fait l'objet ses adhérents lors de leur dernier rassemblement».

F. B.